

CUNICULTURE Magazine Volume 37 (année 2010) pages 74 à 82

Situation cunicole en France en 2009 : Performances moyennes des élevages selon les résultats de RENACEB pour l'année 2009, situation du marché cunicole français et premières évaluations pour l'année 2010

Par

F. LEBAS

Rédaction de Cuniculture

d'après les données publiées principalement par l'ITAVI, FranceAgriMer et Kantar Worldpanel

Comme chaque année l'ITAVI centralise les résultats de gestion technique des élevages de lapins issus d'une vingtaine d'organisations de production. Pour 2009 cela correspond à la gestion fournie par 915 ateliers de production naisseur-engraisseur, appartenant à 19 organisations de production (1015 ateliers et 20 organisations en 2008). Les chiffres portent donc sur la production de près de 515 000 femelles soit environ de 80% des lapines utilisées dans les élevages commerciaux français (615 000 femelles en 2008 et 85% des lapines). Tous ces élevages sont conduits en bandes et en insémination artificielle (IA) avec très majoritairement des IA pratiquées tous les 42 jours. A côté de ces ateliers conduits en bande formant le réseau RENACEB, l'analyse centralisée par l'Itavi inclut 28 ateliers dans le réseau RENALAP, tous dans la région Aquitaine, qui sont "encore" en saillie naturelle aussi qu'en gestion individuelle et utilisent 4800 lapines en production. Ces ateliers correspondent à des unités un peu moins productives que celle de Renaceb mais commercialisant par des circuits particuliers plus courts mais un peu plus rémunérateurs.

La publication de ces données est pour nous l'occasion de faire le point sur l'état de la filière cunicole française en 2009 dans son ensemble et de fournir les premières indications pour l'année 2010.

Élevages et productivité : résultats RENACEB

Tableau 1: Origine des ateliers inclus dans Renalap, répartis par grandes régions

Les ateliers du réseau RENACEB sont concentrés dans le grand Ouest avec 79% des unités de production (tableau 1). La Vendée est le premier département avec 28,5% des ateliers suivie du Maine et Loire (11,5%), des Deux Sèvres (9,3%) et du Morbihan (4,9%). Parmi les 915 ateliers regroupés dans RENALAP, 93% fonctionnent en bande unique. La conduite d'élevage avec des IA tous les 42 jours est la pratique la plus courante et concerne près de 90% des ateliers.

Tableau 1 : Origine des ateliers inclus dans Renalap; répartis per grandes régions

Régions	%
Pays de la Loire	48,3
Poitou Charentes	16,8
Bretagne	10,4
Sud-ouest	5,7
Normandie	5,6
Nord	5,5
Sud-est	4,8
Massif Central	2,9

Tableau 2 : Résultats de RENACEB pour les années 2006 à 2009

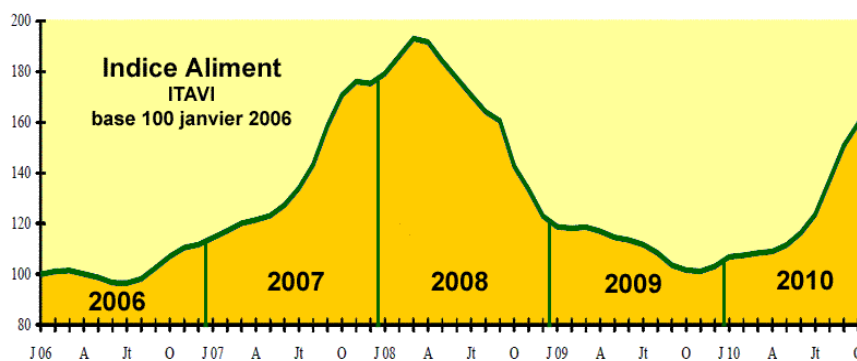
Année	2006	2007	2008	2009
Nombre d'ateliers inclus dans la synthèse RENACEB	1089	1134	1167	915
Nombre de Femelles par unité	495	513	541	565
Taux d'occupation des cages (lapines / cage de mise bas)	133 %	132 %	131 %	135 %
Pourcentage jeunes femelles introduites par bande	13,2 %	13,3 %	13,4	13,0 %
Taux de pertes de femelles par bande	3,40 %	3,22 %	3,15 %	3,04 %
Mises bas pour 100 inséminations	79,4	80,0	80,5	81,3
Nés totaux par mise bas	10,13	10,26	10,34	10,29
Nés vivants par mise bas	9,49	9,63	9,71	9,71
% de lapereaux gardés à la naissance / nés totaux	92,9 %	92,5 %	92,2 %	93,6 %
Nombre de lapereaux sevrés par Mise Bas	8,08	8,18	8,24	8,21
Nombre de lapereaux sevrés par Insémination	6,44	6,56	6,65	6,68
Taux de pertes en engraissement	8,5 %	8,1 %	7,8 %	7,4 %
Nombre de lapins produits par Insémination	5,91	6,04	6,14	6,19
Nombre de lapins produits par femelle et par année	50,7	51,8	52,7	50,9
Poids moyen des lapins vendus (kg)	2,45	2,47	2,47	2,50
Poids de lapins vendus par Insémination (kg vifs / IA)	14,06	14,49	14,73	14,85
Âge moyen des lapins à la vente (jours)	74,3	74,2	74,0	73,5
Prix moyen du kg vif vendu (€/kg)	1,68	1,64	1,69	1,65
<i>Prix calculé kg carcasse payé producteur (€/kg carcasse)</i>	<i>2,95</i>	<i>2,88</i>	<i>2,97</i>	<i>2,89</i>
<i>Nombre moyen de mises bas calculé par femelle et par an</i>	<i>6,86</i>	<i>6,89</i>	<i>6,93</i>	<i>6,66</i>
<i>Intervalle moyen calculé entre deux IA (jours)</i>	<i>42,3</i>	<i>42,4</i>	<i>42,4</i>	<i>44,6</i>
Indice de consommation moyen d'élevage	3,58	3,56	3,52	3,50
Prix moyen de l'aliment (€/ tonne)	202	218	259	232
Dépense aliment par kg vif vendu (€/ kg vif)	0,75	0,77	0,91	0,81
<i>Dépenses d'aliment calculées en % du prix de vente</i>	<i>44,6%</i>	<i>47,0%</i>	<i>53,8%</i>	<i>49,1</i>
Marge sur coût alimentaire par femelle et par an (€uros)	118,8	113,9	102,6	109,9
Marge sur coût alimentaire par Insémination (€uros)	13,95	13,31	11,98	13,30
Marge sur coût alimentaire par kg vif produit (€uros)	0,95	0,88	0,79	0,86
Prix moyen sortie abattoir - (€/kg de carcasse lapins triés)	4,34	3,81	4,43	4,59
Prix moyen du lapin à la consommation (€/kg de viande)	8,10	8,16	8,46	8,36
Résultats RENACEB - Source ITAVI - Prix à la consommation - Source INSEE / Kantar - Calculs complémentaires: Cuniculture				

Comparativement à 2008, l'année 2009 aura été en légère amélioration pour les différents critères techniques rapportés aux inséminations ou aux mises bas : + 0,8% de lapins en nombre ou en poids vif produits par insémination. Pour éviter une surproduction par rapport à la demande les éleveurs ont pratiqué une réduction volontaire du rythme de reproduction pendant les mois d'été : IA retardées de 1

ou 2 semaines voire plus, ce qui en moyenne annuelle a augmenté l'intervalle entre 2 inséminations de 2,2 jours (44,6 j. vs 42,4 jours en 2008). La conséquence technique a été une productivité annuelle par lapine moyenne présente plus faible en 2009 qu'en 2008 : 50,9 vs 52,7 lapins produits, ce qui ramène au niveau de 2006.

Malgré cette baisse de la productivité en fin d'été, la marge sur coût alimentaire a été améliorée en 2009 après une année 2008 catastrophique, qu'elle soit calculée par insémination ou par femelle présente. Ceci est le résultat de la légère amélioration de la productivité technique mentionnée plus haut, mais surtout de la baisse du prix des aliments (-10,4% entre 2008 et 2009) puisque dans le même temps le prix de lapins payé aux producteurs a été réduit de 2,4%. La baisse du prix de l'aliment illustrée par l'évolution mensuelle de l'indice aliment calculé par l'Itavi (figure 1 ci-dessous), a été permise en 2009 par une baisse de la tension sur les prix des matières premières agricoles. Malheureusement cette baisse n'aura été que temporaire puisque les prix sont répartis à la hausse à partir du milieu de l'année 2010.

Les valeurs de productivité indiquées plus haut sont des valeurs moyennes. Dans son étude l'Itavi a aussi calculé les performances des ateliers les plus productifs et les moins productifs (les 20% supérieurs et inférieurs) sur la base du nombre de kg de lapin vendus par IA : 11,33 kg/IA pour le quintile inférieur et 17,62 kg/IA pour le quintile supérieur. La



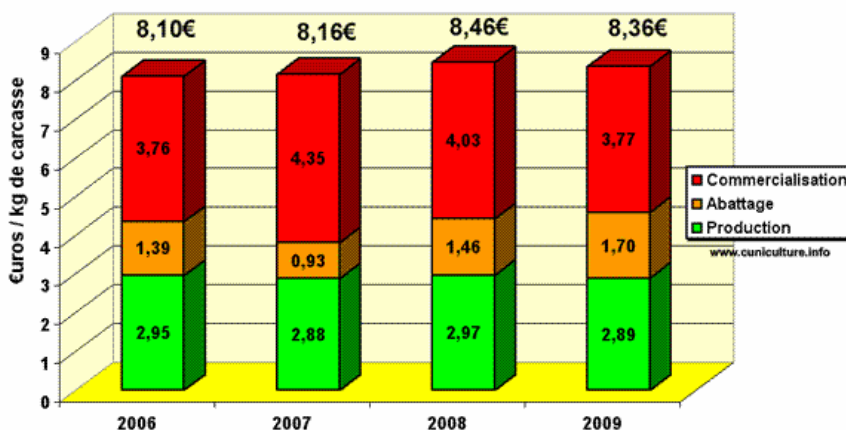
différence s'explique pour moitié environ par de meilleures performances de reproduction (84,7 vs 76,9 mises bas pour 100 IA, ainsi 10,07 vs 9,16 nés vivants par MB) et pour 43% par des taux de pertes plus faibles sous la mère comme en engraissement (92,7% de sevrés / gardés vs 82,3% et 95,2% de viabilité à l'engraissement contre 89,1% pour le quintile le moins productif). A l'inverse le poids moyen individuel des lapins vendus par les élevages les plus productifs est légèrement plus faible : 2,53 vs 2,61 kg vif, mais le prix au kg est un peu plus élevé : 1,67 €/kg vs 1,64 €/kg.

Du fait de ces écarts, la marge sur coût alimentaire par insémination est près de 2 fois plus élevée dans les élevages les plus productifs : 16,69 €/IA contre 8,70 €/IA pour le quintile inférieur. Cet écart est expliqué principalement par les différences de productivité par insémination (kg/IA) et par l'écart associé sur l'indice de consommation (dépenses alimentaires). En effet les ateliers les plus productifs ont un IC de 3,25 contre 3,90 kg d'aliment/kg vif produit pour les ateliers les moins productifs. L'écart relatif est plus faible mais très significatif pour la MCA calculée par kg de lapin vif produit : 0,94 € vs 0,73 €/kg vif pour les ateliers les plus et les moins productifs.

Enfin pour souligner l'impact du système de mise en marché sur le prix final du lapin payé par le consommateur, nous avons ajouté en bas du tableau 1, les prix de gros (globalement payés aux abattoirs) et les prix moyens payés par les consommateurs en France. Le report des différents prix sur la figure 2 (ci-dessous) après conversion du prix payé en vif aux éleveurs en €/kg de carcasse, montre que c'est comme toujours la commercialisation qui se taille la part du lion avec 45,1 % de la valeur du produit final en 2009. Il faut aussi souligner que c'est lorsque la filière est en crise comme cela a été le cas en 2007 que les circuits commerciaux prennent la part la plus importante en valeur relative mais aussi en valeur absolue. Autrement dit, les firmes qui assurent la commercialisation (grandes et moyennes surfaces pour environ 72%) exploitent les périodes de crises pour accroître leurs bénéfices. On est loin de la solidarité !

A l'inverse, les abatteurs qui avaient accepté de lamener leurs marges en 2007 pour aider à maintenir la filière la tête hors de l'eau, se sont refait une petite santé en 2009 en montant leurs marges à 1,70 € kg contre 1,46 €kg en 2008 et surtout 0,93 €kg de carcasse en 2007.

Ventilation du prix payé par le consommateur pour 1 kg de carcasse de lapin, entre les différents étapes de la chaîne de mise en marché

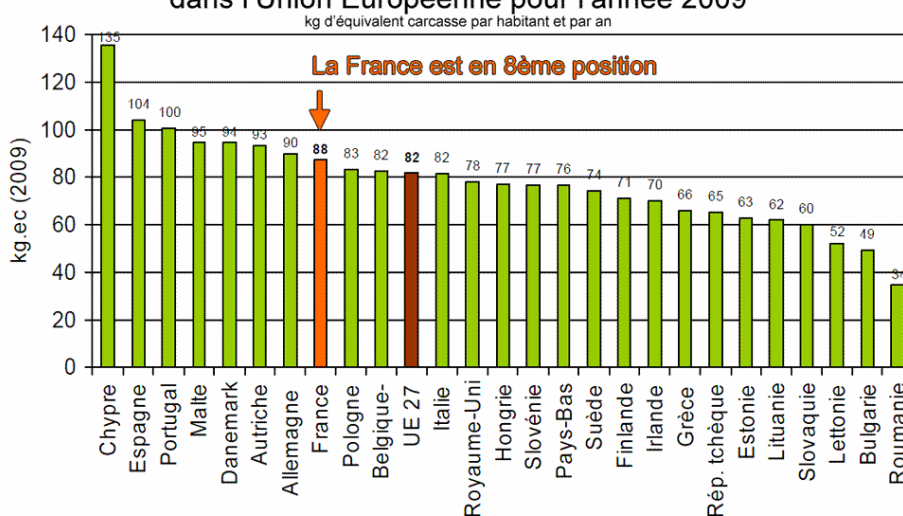


Production nationale et Marché du lapin en France

PRODUCTION NATIONALE

Selon différents indicateurs, la production française de lapin, en net repli en 2008 avec la mise en place de l'accord interprofessionnel de maîtrise de production par la filière, a été à nouveau en baisse en 2009. Selon la Statistique Agricole Annuelle (établie par l'INSEE) qui cumule les productions régionales, **la production nationale de lapin serait estimée autour de 57 000 tonnes en 2009** (pour la production contrôlée ?). Le mode de calcul n'étant pas explicité il est difficile de savoir si l'autoconsommation et les ventes directes qu'il est raisonnable d'estimer à environ 15 000 tonnes d'équivalent carcasse (EC), sont inclus ou non dans ces 57 000 tonnes

Consommation de viande et de produits carnés dans l'Union Européenne pour l'année 2009



Toutefois, si on considère les statistiques de consommation de viande de lapin publiées par FranceAgriMer on arrive

à une production nationale nettement plus importante. En effet la consommation moyenne des Français est estimée par cet organisme officiel à 88 kg de produits carnés par habitant en 2009 dont 1,6% de lapin. La population moyenne de la France étant de 62,616 millions d'habitants en 2009, cela conduit à une consommation nationale de 88 160 tonnes d'EC de lapin. La France étant par ailleurs exportatrice nette de viande de lapin (4 200 tonnes en 2009 - source : service des douanes) **la production française de lapin peut être estimée à 92 350 tonnes d'EC pour l'année 2009**, valeur peut être surestimée. La vérité est probablement entre les deux comme nous le verrons à l'occasion d'autres estimations.

LAPINES EN PRODUCTION

La FENALAP suit l'évolution du potentiel de production résultant des cessations, des agrandissements et des créations d'élevage, enregistrés par les organisations de producteurs à partir des données

transmises chaque trimestre par 15 groupements, représentant 600 000 femelles, soit environ 90 % de la production organisée nationale. Cette enquête permanente montre un bilan particulièrement négatif sur l'ensemble de l'année 2008 avec - 40 098 femelles et de l'année 2009 avec - 22 665 femelles. Au total, ce sont 62 200 femelles en moins sur les deux dernières années, soit un peu plus de 10 % du potentiel. En 2010, sur les trois premiers trimestres cumulés, la tendance reste encore au repli avec 3 827 femelles en moins.

NOMBRE D'INSÉMINATIONS

Le CLIPP, grâce à la participation des centres d'insémination artificielle, suit le nombre de femelles inséminées chaque semaine. Selon cet indicateur, le nombre d'inséminations pratiquées a reculé de 4,5 % en 2009 par rapport à 2008 : 5,41 millions d'IA en 2009 contre 5,66 millions en 2008. Les inséminations des 42 premières semaines 2010 sont quasiment stables à + 0,2 % par rapport à la même période 2009, malgré le repli du nombre de femelles mentionnés plus haut.

En utilisant le niveau de productivité moyen par IA issu du tableau 2 (14,85 kg vifs / IA en 2009) on peut estimer la production de carcasses correspondant à ces IA à 45 800 tonnes pour 2009 en France, si toutes les IA pratiquées sont bien répertoriées. Si on y ajoute les 12 000 à 15 000 tonnes produites par saillie naturelle dans les petits élevages familiaux produisant pour l'autoconsommation et la vente directe, on arrive à un total d'environ 60 000 tonnes d'équivalent carcasse pour 2009, similaire à celui proposé plus haut par l'INSEE.

PRODUCTION D'ALIMENT DU BÉTAIL

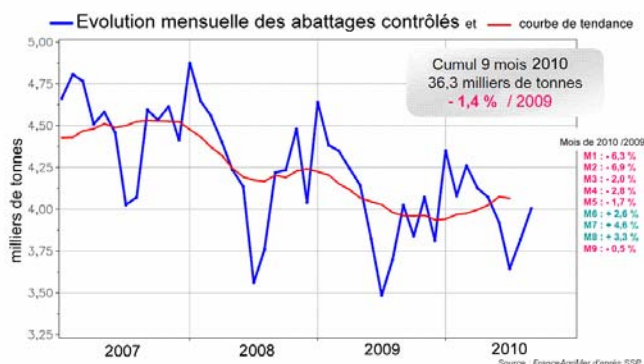
Selon COOP de France NA et le SNIA, les fabrications en 2009 d'aliments pour lapins, avec 417 000 tonnes, ont enregistré une baisse de 6,1 % par rapport à 2008. Cette situation est proche celle des aliments du bétail en général qui régressent de 5,9% en 2009 /2008, laissant cependant la France 1^{er} producteur au sein de l'Union Européenne avec 21,2 millions de tonnes. Selon les résultats provisoires de COOP de France Nutrition Animale/SNIA les dix premiers mois de 2010 enregistrent un nouveau recul de 3,2 % des aliments pour lapins par rapport à la même période de 2009, tandis que l'ensemble de la production d'aliments du bétail est stable (+0,2% / 2008). Il faut souligner sur la même période la stabilité du nombre d'inséminations (+0,2%) et donc le nombre de lapins à nourrir dans les élevages professionnels.

Un calcul simple à partir du chiffre de production d'aliment pour lapin de 2009 (417 000 t) permet d'estimer la production de lapin permise par ce tonnage, en utilisant l'indice de consommation moyen relevé par Renalap (3,5 - tableau 2) et un rendement à l'abattage de 57%. Ainsi, cette production a permis de produire en principe 67 900 tonnes de carcasses, chiffre intermédiaire entre ceux présentés plus haut, mais en tout état de cause supérieur de 19% par rapport aux 57 000 t proposées par l'INSEE

ABATTAGES CONTROLÉS ET STOCKS

Selon le Service Statistique Public de l'INSEE (SSP), les abattages contrôlés de lapins, corrigés des variations journalières d'abattage, ont enregistré en 2009 par rapport à 2008, un repli de 5,5 % en têtes (- 2 040 000 lapins) et de 5,1 % en tonnage, soit 2 621 tonnes en moins, pour un total de 48 700 tonnes en 2009. Les résultats provisoires des neuf premiers mois 2010 indiquent un nouveau recul de 1,4 % en têtes et en volume.

Selon le SSP, les stocks dans les abattoirs avec 655 tonnes en moyenne par mois ont été inférieurs en 2009 à ceux de 2008 et surtout à ceux de 2007, puisqu'ils avaient alors atteint plus de 1700 tonnes. En 2010, les stocks ont été en hausse à partir de mars et ont dépassé les 1 000 tonnes en juillet et août (contre 500 t en moyenne au 1^{er} trimestre), pour revenir à 750 tonnes en octobre 2010



Import-Export (en poids et en valeur)

Depuis 1998, les échanges de la filière lapin (lapins vivants et viande de lapin) sont excédentaires en valeur. L'ensemble de la filière a enregistré en 2009 une légère amélioration de son solde commercial à 19,0 M€ contre 18,6 M€ en 2008 et 13,2 M€ en 2007, avec une progression des exportations de lapins vivants.

En tonnage, le bilan Import-Export est positif depuis 2002, date du début de l'embargo européen sur les importations de viande de Chine, y compris la viande de lapin. Depuis l'arrêt de cet embargo fin 2005, les importations de Chine ont repris, avec 800 à 900 tonnes par an (voir tableau 3), mais sans atteindre les 6000 à 7000 tonnes par an qu'elles atteignaient régulièrement à la fin des années 90 - début des années 2000.

En 2009, les exportations de viande de lapin en volume se sont repliées de 5 % et les importations ont enregistré une progression de 3 %. Globalement en 2009, nos échanges ont été excédentaires avec nos partenaires européens, même avec l'Espagne, +

Les échanges français de viande de lapin

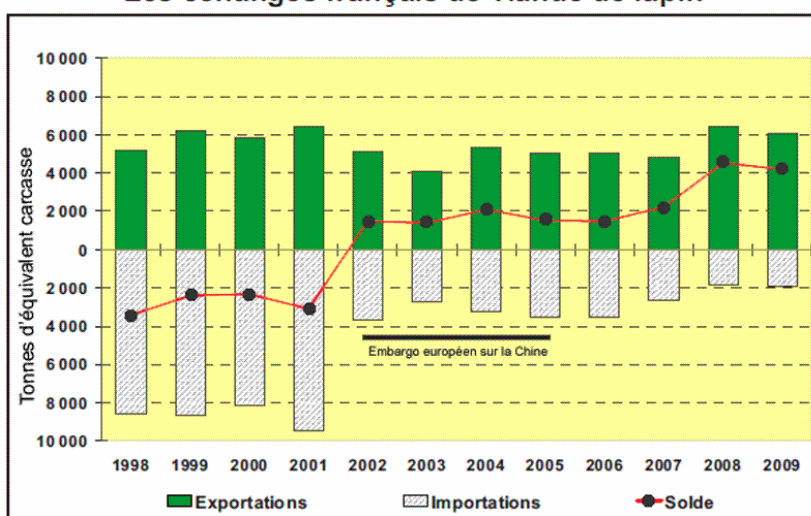


Tableau 3 : Commerce extérieur de viande de lapin fraîche et congelée, en tonnes d'équivalent carcasse

	2005	2006	2007	2008	2009	%09/08
EXPORTATIONS	5 059	5 012	4 858	6 401	6 085	-4,9
Union européenne	4 649	4 741	4 347	5 526	5 382	-2,6
Allemagne	1 706	1 553	1 309	1 276	1 227	-3,8
Italie	266	243	501	1 079	1 569	+45,4
Belgique	1 207	1 084	1 328	1 606	1 023	-36,3
Espagne	369	366	586	648	610	-5,9
Royaume-Uni	377	680	179	227	337	+48,5
Pays Tiers	410	271	511	875	703	-19,7
Suisse	338	245	392	231	72	-68,8
IMPORTATIONS	3 537	3 531	2 640	1 845	1 893	+2,6
Union européenne (1)	2 594	2 210	1 707	918	975	+6,2
Belgique	265	277	183	177	259	+46,3
Pays-Bas	75	79	99	67	90	+34,3
Hongrie	191	143	85	47	94	+100,0
Espagne	1 573	1 407	992	490	407	-16,9
Pays Tiers	943	1 321	933	927	918	-1,0
Chine	103	963	780	867	897	+3,5
Argentine	838	353	150	59	21	-64,4
SOLDE Export-Import	+1 522	+1 481	+2 218	+4 556	+4 192	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

200 tonnes en 2009 (+ 158 tonnes en 2008 contre – 399 t en 2007 et – 1 020 tonnes en 2006).

Il y a eu en 2009 un repli de l'excédent commercial en viande à 16,8 M€ contre 19,0 M€ en 2008. La différence par rapport au bilan global est expliquée par la vente de lapins vivants, essentiellement des reproducteurs sélectionnés.

Les premiers pays importateurs de viande de lapins français sont l'Allemagne (assez stable) et l'Italie (en nette progression), cette dernière ayant dépassé l'Allemagne en 2009

Le premier pays vendant de la viande de lapin à la France est la Chine comme déjà mentionné, suivie de l'Espagne et de la Belgique. Année après année les importations françaises en provenance d'Argentine sont devenues confidentielles. Il est probable que les importations de viande de lapin congelée d'Argentine, favorisées par l'embargo européen sur les viandes chinoises entre 2002 et 2005, n'ont pas résisté à la reprise des importations chinoises à partir de la fin de 2005.

Enfin, il faut signaler la position originale des relations franco-espagnoles puisque la France a exporté par exemple 610 tonnes de lapins vers l'Espagne en 2009, mais en a aussi importé 407 tonnes la même année de ce même pays. Ceci est en partie expliqué par le fait que certains abattoirs français sont implantés des deux côtés de la frontière et font circuler les produits en fonction des cours momentanés dans les deux pays. La Belgique est dans une situation assez similaire, mais globalement elle importe 4 fois plus de lapins français qu'elle n'en exporte vers la France.

Achats des ménages : importance et structure

Selon les données de Kantar Worldpanel reprises par FranceAgriMer, les achats directs des ménages ont représenté 34 817 tonnes en 2009 en diminution de 6% par rapport aux achats de 2008 (12 000 ménages enquêtés pour estimer la consommation de 26 à 27 millions de ménages). Selon cette même source, les achats destinés à la restauration hors foyer ont représenté environ 3 200 tonnes en 2009 (dont très probablement une partie importante de lapin congelés importés). Même si on tient compte des 4 192 tonnes d'exportation nette, on arrive à une consommation intérieure très nettement inférieure à ce qui a été fourni ne serait-ce que par les abattages contrôlés (48 700 tonnes). Mais faute de mieux, il convient de se contenter de ces chiffres.

Ainsi pour les 10 premiers mois de 2010 selon Kantar Worldpanel, les achats des ménages auraient augmenté de 6,5% par rapport à la période équivalente de 2009 soit environ +2 200 t, la progression la plus nette portant sur les morceaux de découpe (+8,7%). On ne peut s'empêcher de remarquer que simultanément les abattages contrôlés auraient baissés de 1,4% à 1,5% soit environ 700 tonnes. Cette baisse a été plus que compensée par une réduction de l'excédent commercial de 987 t, soit un accroissement du tonnage "disponible" pour la consommation de 300 tonnes environ, valeur fort éloignée des +2 200 t. mentionnée plus haut.

Tableau 4 : Consommation des ménages à domicile en 2009 (d'après Kantar Worldpanel)
Environ 27 millions de ménages concernés

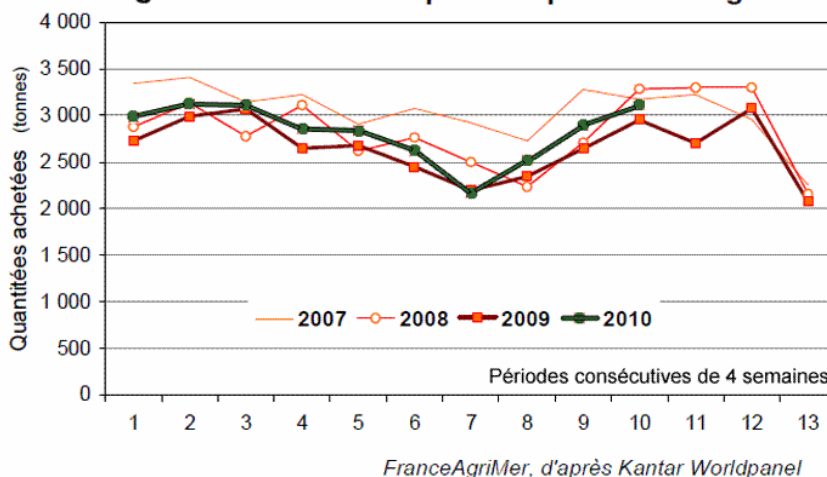
	Quantités achetées tonnes	Part en volume	Prix moyen €/kg	% ménages concernés
Lapin frais	34 617	99,2 %	8,36	41,2
- lapin entier	24 671	70,7 %	7,04	27,9
- demi-lapin	2 029	5,8 %	8,48	7,0
- découpes de lapin	7 917	22,7 %	12,46	20,6
Lapin congelé	284	0,8 %	8,53	0,6
TOTAL Lapin	34 901	100,0 %	8,36	41,7

Bien que la valeur absolue des chiffres d'achats par les ménages puisse être critiquée, l'analyse de leur structure est intéressante. Ainsi au tableau 4 ci-dessous, nous avons repris la répartition des types de lapins achetés. Il est clair que le choix des français porte principalement sur les carcasses entières. La part des ventes en découpe est encore faible, même si elle progresse lentement sur le long terme. Par contre, les français ne semblent pas apprécier la présentation congelée (moins de 1% des achats).

D'autre part, il faut souligner que moins de 42% des ménages français achètent du lapin.

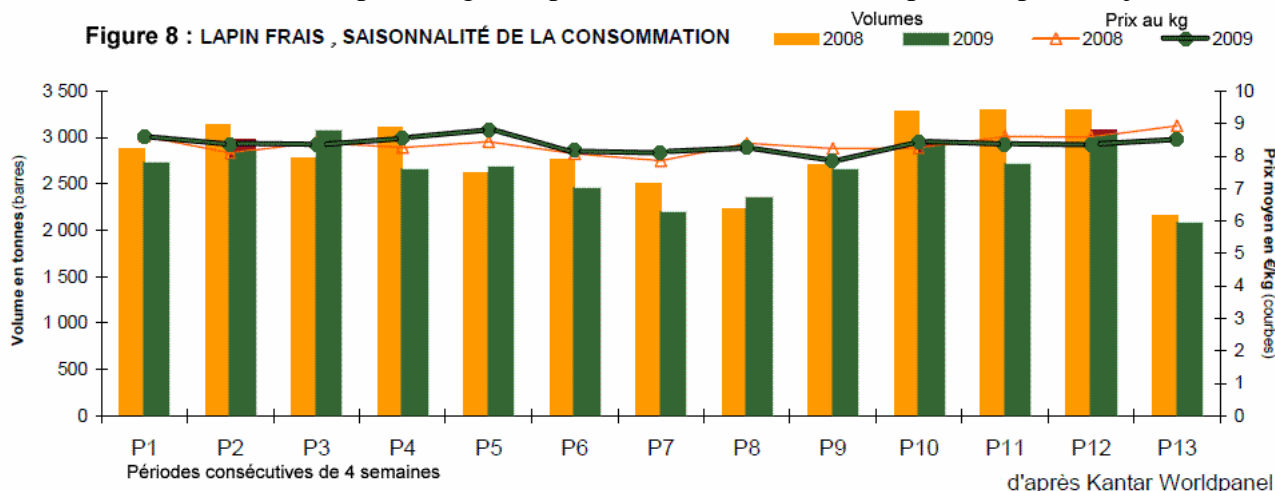
Alors que les volumes d'achats des ménages par période de 4 semaines varient de 30 à 35% entre le minimum estival et le maximum observé généralement en début d'année (figures 7 et 8), les prix au détail restent d'une remarquable stabilité (figure 8). Il faut aussi souligner la baisse de consommation en fin d'année (semaine 13), le lapin ne figurant pas dans la liste des viandes préférée pour les jours de fêtes.

Figure 7 : Achats de lapin frais par les ménages



FranceAgriMer, d'après Kantar Worldpanel

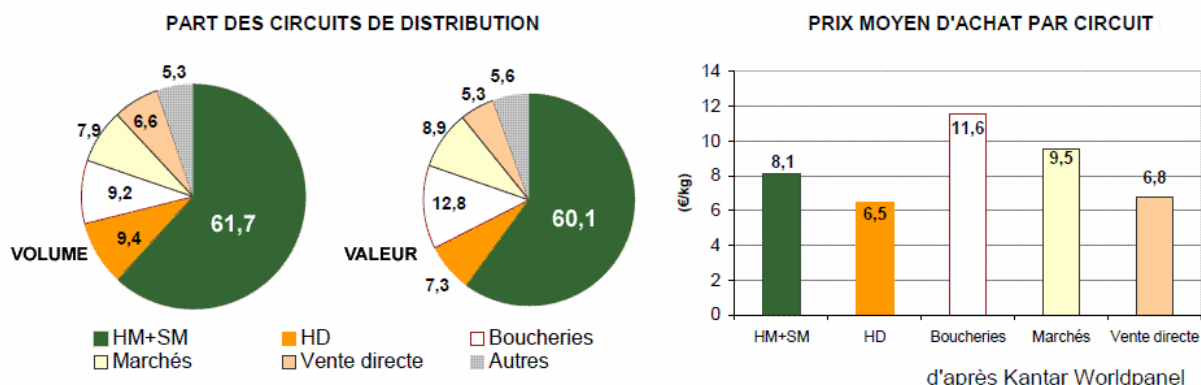
Figure 8 : LAPIN FRAIS, SAISONNALITÉ DE LA CONSOMMATION



d'après Kantar Worldpanel

Les français achètent leurs lapins principalement dans la grande distribution : 71,1% pour l'ensemble des Hyper-, Super-marchés et Supérettes + Hard Discount (figure 9). Les 29% restant se répartissent de manière presque équitable entre les commerces spécialisés (bouchers, charcutiers, traiteurs), les marchés de plein air et la vente en direct. De leur côté, les prix moyens du lapin frais varient de 6,50 €/kg chez les hard-dicounteurs, jusqu'à 11,6 €/kg dans les magasins spécialisés.

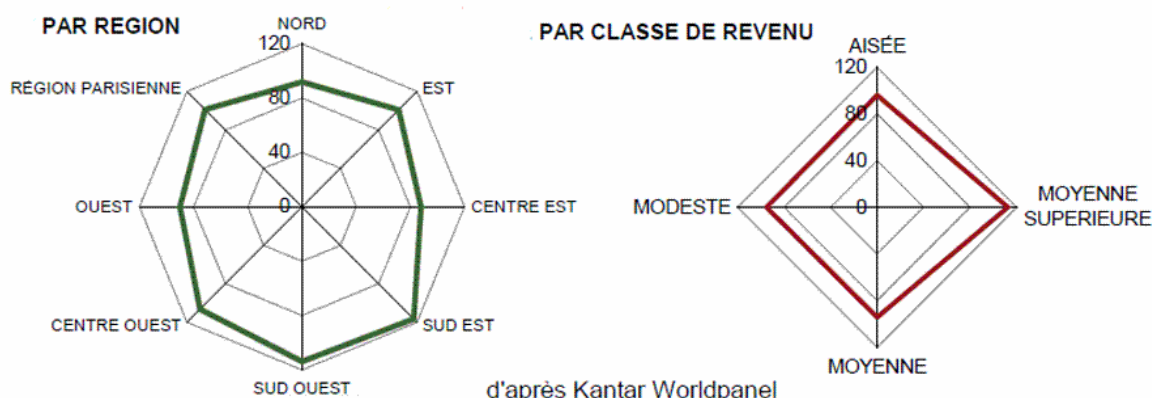
Figure 9 : Lieu d'achat du lapin frais par les ménages en 2009



d'après Kantar Worldpanel

Au plan des grandes régions, c'est dans le Sud Ouest et surtout le Sud Est de la France que le lapin est le plus consommé (16 à 19% de plus que la moyenne), alors que ces régions ont une production modeste à très faible. A l'inverse dans l'Ouest, principale région de production, le lapin est peu consommé. Et c'est dans le Centre Est de la France qu'il est le moins consommé (figure 10). S'il existe des disparités régionales, le revenu des ménages a fort peu d'influence sur le niveau de consommation de la viande de lapin (figure 10)

Figure 10 : Indice du niveau de consommation de lapin en volume en fonction de la Région et de la Classe de revenu des ménages, pour l'année 2009



Contrairement aux deux critères précédents de classification des ménages, la structure de ces ménages a une très forte influence sur leurs niveaux d'achats de viande de lapin. Ainsi, lorsque la personne qui achète a moins de 35 ans les achats sont très faibles (seulement 30% du niveau moyen en volume). Par contre les personnes âgées de plus de 65 ans, et surtout celles de la tranche d'âge 50-64 ans, achètent beaucoup plus de lapin que la moyenne : jusqu'à près de 1,6 fois la valeur moyenne (figure 11). Très faible lorsque le ménage a des enfants de moins de 2 ans, la consommation de lapin s'accroît progressivement avec l'âge des enfants, pour atteindre 1,6 fois la valeur moyenne pour les couples sans enfant, à priori les couple âgés dont les enfant éventuels ont quitté le domicile (figure 11). La très faible consommation de viande de lapin lorsqu'il y a des enfants en bas âge dans le ménage est regrettable vis à vis de la santé de ces mêmes enfants puisque la viande de lapin est l'une des plus digeste. En outre elle très souvent justifiée par une crainte "des petits os" qui pourraient blesser les enfants. D'abord il y a des morceaux sans "petits os" comme les cuisses ou les épaules, mais surtout, les lapins étant abattus jeunes (74 jours voir tableau 2) les os sont encore souples et ne sont pas blessants car encore incomplètement calcifiés

Figure 11 : Indice du niveau de consommation des ménages en 2009, en fonction de l'âge du responsable des achats et de la présence d'enfants de différents âges dans le ménage.

